

LE PARISIEN 3/06/22

RÉACTIONS | Les enseignants partagés sur les annonces

Le président a confirmé le retour d'une heure et demie de maths dans le tronc commun au lycée dès septembre, sous forme d'option, pour un an.

Thomas Poupeau

Les **mathématiques** sont bien de retour dans le tronc commun au lycée dès septembre... mais ils resteront optionnels, au moins cette année, comme l'a confirmé Emmanuel Macron ce jeudi. Depuis la réforme du bac de Jean-Michel Blanquer, la discipline n'était enseignée qu'aux 1^{res} et aux terminales qui choisissaient la spécialité dédiée, les autres n'ayant droit qu'à deux heures « d'enseignement scientifique » mêlant SVT, physique, et maths.

Le candidat Macron avait promis d'y remédier, après la publication d'une note indiquant une désaffection des filles pour la discipline. « Dès la rentrée, nous réintroduirons en 1^{re} la possibilité de faire des mathématiques, en option, d'une heure trente par semaine. Ce sera une possibilité offerte aux élèves qui n'ont pas choisi la spécialité maths », a expliqué le président. Aux proviseurs qui le pressaient de reporter le dispositif à 2023 le temps d'organiser les emplois du temps et les ressources humaines, il a répondu vouloir « aller vite et régler ça », justifiant la création de cette sorte d'option.

« Affichage politique »

Pas de quoi convaincre Nathanaël, qui enseigne les maths dans un lycée de Seine-Saint-Denis. « Qui va faire cette heure de cours en plus ? Quel sera le contenu ? Il reste moins d'un mois pour s'organiser », peste-t-il.

Rejoint par Sophie Vénéitay, porte-parole du Snes-FSU, le principal syndicat du 2^d degré. « On est dans de l'affichage politique : il fallait à tout prix tenir la promesse de campagne », tacle-t-elle, estimant que « le fait que ce soit facultatif, ce n'est pas le retour des maths pour tous promis ». Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, juge, lui, que la formule est « raisonnable », au regard des « délais intenable » pour réintroduire une discipline dans les emplois du temps de 1 million d'élèves. « Mais potentiellement, ajoute-t-il, peu d'entre eux vont cocher la case, d'autant qu'on ne sait pas encore ce qu'il y aura dedans. »

Au rayon annonces, Emmanuel Macron a aussi évoqué la généralisation, « à l'automne ou l'hiver », dans tout le pays, du recrutement des profs par les chefs d'établissement — actuellement expérimenté dans 59 écoles de Marseille. À l'heure actuelle, les directeurs n'ont pas la main sur l'embauche des enseignants. Mais le président est resté flou, expliquant que s'il fallait un « système national » sur le sujet, cela devait rester « une possibilité », conscient que « cela pouvait marcher à certains endroits », mais « pas à d'autres ». Dans la cité phocéenne, 2,5 millions d'euros (M€) ont été alloués au dispositif. « C'est énorme, sans compter le temps dégagé pour les personnels et l'accompagnement institutionnel, juge Stéphane Crochet. Faire la même chose pour toutes les écoles de France est un sacré défi ! »